

Une typologie agricole au service de la définition de politiques locales territoriales

AUTEUR-E-S

Amar DJOUAK, GRECAT (France)
Éric COMONT, GRECAT (France)
Marie STANKOWIAK, GRECAT (France)
Matthieu DESCAMPS, GRECAT (France)
François DELBENDE, GRECAT (France)
Julie CHRISTIAEN, GRECAT (France)

RÉSUMÉ

Ce travail vise à exploiter un ensemble de données issues d'un diagnostic agricole prospectif territorial mené sur la communauté de communes de Desvres-Samer (CCDS) dans le Pas-de-Calais (France). L'agriculture est un pilier stratégique de ce territoire, c'est pourquoi les élus ont souhaité une analyse fine pour trouver les réponses les plus adaptées aux enjeux locaux. Basée sur des données recueillies lors d'une enquête réalisée à la demande de la CCDS, cette classification a pour but d'établir une typologie de l'agriculture du territoire. S'appuyant sur un traitement statistique et analytique, elle permet de caractériser finement les entités paysagères composant le territoire étudié, avec des unités agricoles cohérentes et des enjeux similaires. Ce travail apporte un outil utile permettant à la fois d'approfondir la compréhension de la réalité du terrain mais également de guider les futurs choix de la collectivité sur un programme d'actions territorialisées.

MOTS CLÉS

Typologie territoriale, agriculture, diagnostic, traitement de données, outil d'aide à la décision

ABSTRACT

This work aims at exploiting a set of data collected from a prospective agricultural diagnosis conducted on the Community of Communes of Desvres-Samer (CCDS) in Pas-de-Calais (France). Agriculture is a pillar of this land: this is why elected representatives wanted a precise analysis so as to find adapted answers for their local objectives. Based on data collected during a survey conducted at the request of the CCDS, this classification intends to establish a territorial agriculture typology. Statistical and analytical process-based, this typology has enabled to characterise more finely the landscape entities constituting the studied area, with coherent farm units and similar issues. This work therefore provides a useful tool to deepen the understanding of the field reality and to guide future community's choices and territorialised action plan.

KEYWORDS

Territorial typology, Agriculture, Diagnosis, Data analysis, Decision support tool

INTRODUCTION

L'évolution des questions d'aménagement du territoire à l'échelle locale vers des approches transversales les a fait basculer d'une logique de classification des parcelles à des projets de territoire complexes. À l'échelle intercommunale, les plans locaux

d'urbanisme intercommunaux (PLUI) constituent de véritables outils de développement forgés autour d'un projet de territoire co-construit et partagé (Melot, 2009). Outre la gestion cadastrale, il s'agit pour la collectivité d'agir sur l'ensemble des composantes de son territoire, dans les domaines de l'environnement, du cadre de vie et de l'économie, et ce quel que soit le secteur d'activité, dont l'agriculture. En effet, aujourd'hui, les PLUI imposent aux communautés de communes de réaliser des diagnostics agricoles (Martin *et al.*, 2006), permettant de caractériser l'agriculture locale et d'identifier les sources de fragilisation (comme l'urbanisation par exemple).

Le GRECAT¹ a développé, à partir de ses compétences transversales, une activité de prestations intellectuelles (*via* les marchés publics) pour la réalisation de diagnostics agricoles dans le cadre des PLUI. Il a bâti son propre outil d'analyse et de prospective territoriale, l'Observatoire permanent du changement agricole (OPCRA[®]), outil remanié à plusieurs reprises depuis sa création, dans la volonté d'améliorer en continu les réponses apportées aux collectivités locales.

Ainsi, dans le cadre du diagnostic agricole pour le futur PLUI conduit pour la communauté de communes de Desvres-Samer (CCDS) dans le Pas-de-Calais, le GRECAT a approfondi l'analyse statistique des données afin d'exploiter au maximum les données territoriales. Il convient préalablement de resituer rapidement le contexte dans lequel évolue ce territoire.

Avec ses 31 communes, la CCDS, territoire du parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale, reste éminemment rurale (moins de 100 hab./km² et 250 sièges d'exploitations agricoles en 2013). Toutefois, sa proximité avec le littoral et les différents pôles urbains en font un territoire attractif au regard de son cadre de vie et sa qualité paysagère (paysages bocagers du Boulonnais), favorisant ainsi le développement de la périurbanisation au détriment des terres agricoles. En lien avec une présence agro-industrielle importante (présence notamment d'une usine Novandie-Groupe Andros), l'agriculture constitue un pilier économique incontournable, avec un cinquième des emplois locaux et un tiers des entreprises locales liés à l'agriculture. Compte tenu de ses caractéristiques géographiques, l'élevage laitier y est prédominant, avec près de 71 % des exploitations du territoire qui possédaient des vaches laitières en 2013 pour un total de production de 60 millions de litres, soit 5 % de la production régionale. Ces élevages façonnent le paysage de prairies et de bocages du territoire : près de 31 % des surfaces totales de la CCDS étaient en prairies en 2009 et près de 1 151 kilomètres de haies ont été identifiés en 2012. Au-delà de la menace foncière pesant sur les exploitations et des changements de la politique agricole commune (PAC), s'y ajoutent de sérieuses difficultés pour la filière laitière, menaçant directement les exploitations agricoles du territoire. Ainsi, près de 38 % des exploitations laitières ont des doutes quant à leur maintien à moyen terme, ce qui impliquerait une fragilisation de la filière laitière territoriale, une mise en danger de l'approvisionnement des laiteries et des impacts sur l'environnement et les paysages du territoire. Cette fragilisation de la production laitière est d'autant plus prégnante que ces exploitations laitières sont soumises à une grande volatilité des prix, notamment aux regards des coûts engendrés par ce territoire à fortes contraintes (pouvant être assimilé à un territoire de « piémont »).

1 Groupe de recherches et d'études concertées sur l'agriculture et les territoires en Nord-Pas-de-Calais (Groupe HEI-ISA-ISEN).

Il est donc essentiel que la CCDS trouve les réponses les mieux adaptées afin de maintenir son caractère agricole et rural. Or, si le lait est dominant, on observe néanmoins des systèmes d'exploitation assez différents entre les différentes communes, systèmes diversifiés qui ne font que démontrer le lien entre agriculture et territoire en associant des types d'exploitations étroitement liés à leur environnement.

Compte tenu de ces observations, il était impératif de ne pas employer une approche linéaire, mais de prendre en compte ces disparités territoriales afin de pouvoir proposer des préconisations adaptées et pertinentes. Il s'agit de pouvoir mettre en évidence des entités agricoles homogènes et cohérentes, définies en utilisant un outil d'analyse et de segmentation des données recueillies lors des enquêtes auprès des exploitants agricoles.

1. MATÉRIELS ET MÉTHODES

L'objectif du travail exposé est de mettre au point une typologie communale associée aux exploitations agricoles de la CCDS. En effet, l'étude a permis notamment de récupérer une grande quantité de données. Cette base de données constitue une source précieuse permettant d'envisager un découpage du territoire basé sur les indicateurs agricoles les plus représentatifs de chaque sous-ensemble de communes.

Enquête et collecte des données

Dans la littérature, les typologies agricole sont souvent basées sur deux types de méthodes : celles issues d'enquêtes de terrain (Perrot, 1990) et celles résultant d'un traitement analytique et statistique de données existantes (Ilari *et al.*, 2003 ; Trouve *et al.*, 2004).

Pour cette étude, les données ont été collectées *via* des enquêtes menées en face-à-face avec les chefs d'exploitation. Ce choix a été motivé par l'absence de données complètes et/ou récentes caractérisant le territoire, et par une volonté locale d'acquiescer des données relevant de thématiques variées (données foncières par exemple).

L'étude s'est déroulée par étapes de novembre 2012 à décembre 2013. Un travail préliminaire a été conduit à partir d'une analyse bibliographique et d'entretiens auprès de personnes ressources dont l'activité couvre le périmètre de la CCDS, ou en interaction avec celle-ci (par exemple la chambre de commerce et d'industrie de la Côte d'Opale, le parc naturel régional...). L'ensemble de ces acteurs territoriaux ont également été régulièrement consultés au travers de comités techniques ou de pilotage afin de pouvoir suivre l'évolution de l'étude. Une commission agricole a été mise en place suite à cette phase de diagnostic afin de pouvoir travailler sur une ossature de projet dans une logique de co-construction. Des acteurs variés (acteurs économiques, consommateurs, filières agricoles...) ont été mis autour de la table pour travailler à l'amélioration de la compétitivité de l'agriculture territoriale et des filières agricoles.

Grâce à ces étapes, les enquêtes réalisées auprès de l'ensemble des exploitants agricoles de la CCDS ont été conduites de façon cohérente grâce à la prise en compte des enjeux territoriaux. Au final, elles ont concernées 250 exploitations agricoles et 348 exploitants sur les 31 communes.

Le questionnaire final répondait à diverses attentes de la collectivité : réaliser un état des lieux de l'agriculture territoriale (dynamiques passées, en cours et à venir), identifier les forces et les faiblesses des filières agricoles locales, mettre en évidence et identifier les causes des fragilités des espaces agricoles sur certains secteurs, proposer des scénarii d'évolution du territoire pour une meilleure prise en compte de l'agriculture... Ce questionnaire se basait à la fois sur une collecte de données quantitatives et qualitatives, mais également sur des données cartographiques parcellaires précises. Un nombre important de variables a été collecté, cependant, seule une quarantaine ont servi à l'analyse (tableau 1) car exploitables quantitativement.

Tableau 1. Synthèse des variables retenues pour l'analyse statistique

Variables quantitatives	Variables qualitatives
Age exploitant	Sexe exploitant, situation familiale
SAU	Nom commune
Nombre d'unités de travail annuel (UTA) totales	Type exploitation : élevage, culture, ...
Nombre UTA salariées	Entité paysagère
Nombre UTA familiales	Statut : individuel, sociétaire
Quota laitier	Vente directe : présence, types, formes...
% culture fruitière et maraichère	Problématiques d'accès au foncier
% cultures industrielles	Santé financière
% CA atelier animal	Succession d'ici 10 ans
% CA atelier végétal	Prairies permanentes et temporaires
% SCOP (Surfaces en céréales, oléagineux et protéagineux)	Diversification : activités, intérêt...
% surface en herbe	Adhésion structures (CUMA, GEDA, syndicats...)

Méthodologie de l'analyse des données

L'ensemble des analyses statistiques s'articulait autour des méthodes factorielles multivariées (analyse en composantes principales–ACP, analyse des correspondances multiples–ACM et classification ascendante hiérarchique–CAH). L'intérêt de ces méthodes réside dans leur puissante capacité à synthétiser une masse importante de données et à déceler les liens significatifs entre les variables discriminantes (Izenman, 2008).

L'objectif était d'extraire des communes possédant des groupes d'agriculteurs ayant les mêmes caractéristiques et de déterminer des entités agricoles homogènes.

Ceci permet également de mettre en évidence les principales caractéristiques agricoles de chaque entité afin de pouvoir dégager des enjeux et des pistes d'actions en cohérence avec d'autres dimensions comme l'environnement et le paysage. En effet, de par la réalité du terrain, il existe un lien fort entre agriculture, économie, environnement et paysage sur la CCDS. Il est aussi possible d'identifier des territoires prioritaires par rapport à d'autres.

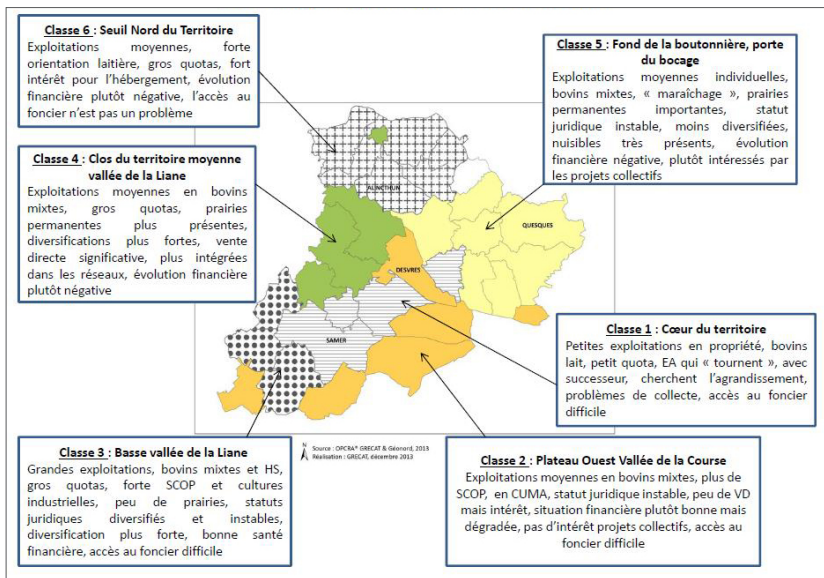
2. RÉSULTATS

Une classification des exploitants agricoles de la CCDS a permis d'aboutir à six classes. L'ensemble des 348 exploitants ont ainsi pu être catégorisés. Suite à cette classification, il a été possible d'extraire les caractéristiques les plus significatives de chaque classe et d'aboutir ainsi à une cartographie de l'ensemble (figure 1).

Pour illustrer, la classe 5 possède un tissu d'exploitations fragilisées, fortement dépendantes de l'élevage, où les prairies constituent un enjeu majeur pour leur maintien. Par ailleurs, ces exploitations sont plutôt « enclavées » par rapport au reste de la CCDS (zone très rurale avec peu de circuits courts). Les réponses qui pourraient être apportées par un plan d'actions spécifique et adapté seraient :

- la réglementation boisement² (qui est en cours sur quelques communes) ;
- l'accompagnement à la mise en place de dynamiques de valorisation locale des productions agricoles, qui pourraient s'inscrire dans des démarches existantes (par exemple points de vente collectifs, réseaux agricoles locaux comme des coopératives d'utilisation du matériel agricole – CUMA) ;
- un accompagnement à des réflexions pour la mutualisation de la main-d'œuvre ;
- une réflexion sur l'utilisation des productions « non-agricoles », encore non-assimilées à la notion de produits, comme les haies bocagères, pour la mise en place d'une filière bois énergie locale.

Figure 1. Caractéristiques significatives des différentes classes



Ces différentes classes illustrent la diversité des situations agricoles du territoire qui – au-delà des conclusions globales – permettent d'avoir une photographie de l'agriculture des territoires, à la fois dans les systèmes d'exploitation, le modèle d'agriculture proposé ou ses modes de commercialisation. Il en ressort dans ce contexte qu'une politique territoriale homogène ne serait pas complètement adaptée à la diversité agricole intra-territoriale notamment en termes d'efficacité globale et locale, de réponses aux besoins et attentes des exploitants agricoles, et aux finalités de développement de la politique

2 Une réglementation boisement est un dispositif du conseil départemental permettant de définir au niveau communal des secteurs où le boisement est soit libre, soit interdit, soit réglementé.

publique. Cela renvoie également aux frontières d'un territoire et aux limites d'une politique publique liée à une intercommunalité : les réflexions apportées à l'agriculture locale au travers d'un projet agricole territorial pourront se faire à cette échelle, mais un travail de mutualisation avec les territoires voisins est primordial pour assurer une cohérence des politiques publiques.

3. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

La typologie territoriale obtenue a permis d'aboutir à six étendues géographiques agricoles décrites de façon fine et décrivant les similarités et les différences présentes au sein du territoire étudié. De plus, la ressemblance géographique observée entre la typologie obtenue et les entités paysagères composant la CCDS permet de donner davantage de légitimité à ces dernières, puisqu'une démarche plus rigoureuse a permis d'en conforter les contours en caractérisant clairement chacune de ses entités. Néanmoins, le travail entrepris doit se poursuivre puisque cette typologie n'aura de sens que si elle est confrontée à la réalité du terrain, grâce notamment à une co-construction de ces actions avec les acteurs. À la lumière des résultats obtenus, et dans une approche « outil d'aide à la décision », une démarche opérationnelle basée sur des actions ciblées permettra de valider les conclusions de cette étude et ouvrira la voie à une réflexion plus approfondie quant à l'extension possible de cette typologie à d'autres zones géographiques. Cependant, une évaluation de ces actions reste nécessaire afin de valider leur pertinence sur les entités délimitées par l'analyse.

RÉFÉRENCES

- Ilari E., Daridan D., Fraysse J.L., Fraysse J., 2003, « Typologie des exploitations françaises ayant des porcs », *Actes des 36^{es} journées « Recherche porcine »*, Paris, 3-5 février 2004, 1-8.
- Izenman A.J., 2008, *Modern Multivariate Statistical Techniques: Regression, classification, and Manifold Learning*, Berlin, Springer Texts in Statistics.
- Melot R., 2009, « De la gestion des espaces au projet de territoire : les enjeux politiques d'un changement de paradigme juridique », *L'Année sociologique*, vol. 59, pp. 177-199.
- Martin S., Bertrand N., Rousier N., 2006, « Les documents d'urbanisme, un outil pour la régulation des conflits d'usage de l'espace agricole périurbain ? », *Géographie, économie, société*, 3/2006, vol. 8, pp. 329-350.
- Perrot C., 1990, « Typologie d'exploitations construite par agrégation autour de pôles définis à dire d'experts », *INRA-Productions animales*, 3(1), pp. 51-66.
- Trouve A., Berriet M., Kroll J.C., Wavresky P., 2004, « Modèles régionaux de politiques agricoles : une première classification appliquée au deuxième pilier de la PAC », *40^e colloque de l'ASRDLF*, Bruxelles, Belgique, 1-3 septembre 2004.

LES AUTEUR-E-S

Amar Djouak

GRECAT
Groupe HEI-ISA-ISEN, Lille
amar.djouak@isa-lille.fr

Matthieu Descamps

GRECAT
Groupe HEI-ISA-ISEN, Lille
matthieu.descamps@isa-lille.fr

Éric Comont

GRECAT
Groupe HEI-ISA-ISEN, Lille
eric.comont@isa-lille.fr

François Delbende

GRECAT
Groupe HEI-ISA-ISEN, Lille
francois.delbende@isa-lille.fr

Marie Stankowiak

GRECAT
Groupe HEI-ISA-ISEN, Lille
marie.stankowiak@isa-lille.fr

Julie Christiaen

GRECAT
Groupe HEI-ISA-ISEN, Lille
julie.christiaen@isa-lille.fr